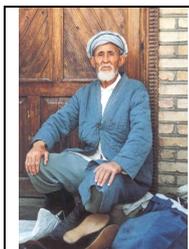


**Analyse des offres d'emploi
« Relations internationales » des collectivités territoriales
Septembre 2009-Août 2010**

Août 2010

Agence COOP DEC Conseil (ACDC)

Fanny GRIHON
Sous la direction de Yannick LECHEVALLIER



Agence COOP DEC Conseil (ACDC)

SARL au capital de 7500 € - SIRET : 444 247 621 00022 - APE 7022Z -
30 rue Claude Tillier – 75012 Paris

Organisme de formation enregistré sous le n°11921442892 auprès du Préfet de la région d'Ile de France
TVA acquittée sur encaissement. N° Identifiant communautaire : FR2644424762100022
Web : www.coopdec.org / Mèl : contact@coopdec.org / Tél. 01 40 09 20 26

SOMMAIRE

Introduction.....	3
Méthodologie	3
Résultats de l'enquête.....	5
1. Répartition par type de collectivité	5
2. Répartition géographique	6
3. Répartition par champ d'intervention.....	8
Analyse du contenu des offres d'emploi	9
1. Caractéristiques du poste	9
a. Catégorie	9
b. Statut	9
c. Position dans la hiérarchie.....	10
d. Direction de rattachement.....	10
e. Délai entre mise en ligne de l'offre et date de limite de candidature	11
f. Délai entre date limite de candidature et prise de fonction.....	11
2. Descriptif du poste.....	13
a. Les missions	13
b. Postes à l'étranger	14
3. Profil du candidat.....	16
a. Diplôme.....	16
b. Compétences et expériences	16
c. Expériences à l'étranger.....	17
d. Ancienneté.....	18
e. Langues étrangères	18
f. Capacités managériales	19
g. Disponibilité (conditions d'exercice).....	19
h. Outils bureautiques	19
Conclusion.....	20

INTRODUCTION

L'Observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la fonction publique territoriale a publié en janvier 2010 une *Note de conjoncture sur les « Tendances de l'emploi territorial »*¹. Sur 1 771 000 agents territoriaux, il est estimé que 1 640 personnes sont mobilisées sur l'International et l'Europe, soit 0,1 % de l'ensemble des effectifs territoriaux. Le nombre de recrutements envisagés en 2010 est de 20 postes soit 0,1 % de l'ensemble des recrutements prévus et 1, 2 % des effectifs actuels du secteur. 63 % de ces recrutements s'effectueraient en catégorie A, 18 % en catégorie B et 19 % en catégorie C.

L'objectif de cette étude est d'offrir une photographie précise des recrutements des collectivités territoriales dans le domaine des « Relations internationales ».

Au-delà du nombre de recrutements sur une année pleine, cette étude présente les conditions de recrutement, la structuration des postes, le statut des postes, ... L'objectif de cette étude est de pouvoir donner plus d'information sur la réalité de cette « niche » en termes d'emploi, à l'ensemble des personnes qui souhaitent postuler.

METHODOLOGIE

Les offres d'emploi de trois sites web ont été répertoriées : la Gazette des Communes², le Centre National de la Fonction Publique Territoriale³ et le Site national des Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale⁴. Certaines offres ont été trouvées directement sur les sites Internet des collectivités territoriales ou sur le site de l'Agence Française de Développement. Enfin, certaines collectivités ont fait parvenir à l'Agence COOP DEC Conseil des offres d'emploi qui sont ensuite publiées dans la newsletter⁵ de l'Agence et sur son site web⁶.

Cette recherche ne peut être exhaustive dans la mesure où les collectivités territoriales ont, certes, obligation de publication de leurs offres d'emploi, cependant le support de publication n'est pas imposé. Par ailleurs, pour certains postes, souvent de direction, les collectivités peuvent faire appel à un cabinet de recrutement.

Les trois sites Internet ont été consultés au moins une fois toutes les trois semaines entre septembre 2009 et août 2010.

La recherche des offres d'emploi a été effectuée uniquement par les mots-clés suivants : « coopération décentralisée », « jumelage », « Europe », « international ».

Si l'intitulé de l'offre d'emploi était imprécis ou ambigu, la lecture détaillée du contenu de l'annonce permettait dans la quasi totalité des cas de décider si l'offre devait être retenue ou non.

Au total, sur la période étudiée, 87 annonces ont été recensées suite à la recherche par mots-clés et à la lecture rapide du détail des offres.

Deux types d'offres ont ainsi été distingués dans cette étude. D'un côté, les postes dont l'activité complète relève de l'Europe et de la Coopération décentralisée⁷. De l'autre, les postes⁸ dont les missions de Relations internationales – Coopération décentralisée n'occupent qu'une partie du temps travaillé : ces postes auront l'appellation « poste mixte » pour la suite de l'étude.

De la même manière, on pourra distinguer les offres d'emploi en « coopération décentralisée » de celles « Europe », plus centrées sur la coopération européenne, la veille communautaire et la gestion des fonds structurels.

¹ http://www.observatoire.cnfpt.fr/pages_local/contenu.phtml?id=1343

² www.lagazettedescommunes.com/, Rubrique « Offres d'emploi en ligne ».

³ CNFPT : www.cnfpt.fr/fr/accueil.php, Rubrique « Un agent », puis « Rechercher une offre d'emploi ».

⁴ FNCDG : www.fncdg.com/fncdg/htm/accueil/index.asp, Rubrique « Bourse de l'emploi ».

⁵ www.coopdec.org/UPLoad/rubrique/pages/86/86_rubrique.php

⁶ www.coopdec.org/UPLoad/rubrique/pages/83/83_rubrique.php

⁷ Dans la suite de l'étude, ces postes sont identifiés par l'appellation : « Offre d'emploi plein temps « Europe – Coopération décentralisée ».

Tableau 1 : Nombre d'offres d'emploi recensées par mois sur la période étudiée (12 mois)

Mois	Nombre d'offres recensées ⁹	Nombre de temps plein sur Europe	Nombre de temps plein sur Coopération décentralisée
Sept/Octobre 2009	20	11	1
Novembre 2009	12	7	4
Décembre 2009	3	0	1
Janvier 2010	8	5	1
Février 2010	2	0	0
Mars 2010	6	3	2
Avril 2010	7	4	0
Mai 2010	3	2	0
Juin 2010	8	3	4
Juillet 2010	17	4	6
Août 2010	1	0	0
Sous total	87	39	19
Total	87	58	

L'étude ayant débuté fin octobre 2009, la première recherche a permis de collecter un nombre important d'offres d'emploi (20) mises en ligne entre septembre et octobre 2009. La recrudescence de parution d'offres d'emploi « Relations internationales » en juillet 2010 (17) peut s'expliquer par la vacation croissante de postes à l'approche des vacances d'été et la volonté des collectivités territoriales de recruter à la « rentrée », entre septembre et octobre 2010.

Tableau 2 : Répartition des offres selon la source

Gazette des Communes	CNFPT	FNCDG	Cas particuliers	Total
45	18	15	11 ¹⁰	89 ¹¹

⁹ Ceci représente l'ensemble des offres recensées, offres « Relations internationales » à temps plein et les offres d'emploi mixte.

¹⁰ Deux offres sont issues du site de l'Agence Française de Développement, rubrique « L'AFD recrute » : www.afd.fr/jahia/Jahia/home/PortailRecrutement ; une de la newsletter de Coordination Sud ; deux ont été trouvées uniquement sur les sites des collectivités territoriales ; six ont été envoyées à l'Agence COOP DEC Conseil.

¹¹ Parmi 89 totalisées, deux annonces en réalité étaient trouvées auprès de deux sources différentes (l'une envoyée par une collectivité à COOP DEC Conseil et publiée dans la Gazette des Communes ; l'autre publiée à la fois sur les sites de la Gazette des Communes et le CNFPT).

RESULTATS DE L'ENQUETE

1. REPARTITION PAR TYPE DE COLLECTIVITE

Tableau 3 : Répartition des offres par employeur

	Conseils régionaux	Conseils généraux	Villes	EPCI	Autres	Total
Toutes les offres recensées	34	10	25	14	4	87
dont Europe	23	7	2	7	0	39
dont Coopération décentralisée	6	3	8	1	1	19

Tableau 4 : Nombre d'offres d'emploi selon le nombre d'habitants pour les villes

Nombre d'habitants*	Nombre de villes	Nombre d'offres	Dont offre « Europe »	Dont offre « Coopération décentralisée »
< à 20 000 habitants	4	4	0	0
entre 20 000 et 50 000 habitants	6	6	0	3
entre 50 000 et 100 000 habitants	6	7 ¹²	0	3
entre 100 000 et 200 000 habitants	4	4	1	1
> à 200 000 habitants	3	3	1	1
Inconnu	1	1	0	0
Total	24	25	2	8

* Source : INSEE, 1^{er} janvier 2007

¹² La ville de Colombes a proposé deux postes sur la période étudiée.

2. REPARTITION GEOGRAPHIQUE

Tableau 5 : Répartition des offres d'emploi selon le territoire et les institutions

	Nombre d'offres d'emploi par territoire régional	Nombre d'emploi par institution			
		Conseil régional	Conseil général	Villes	EPCI
Alsace	2	-	-	-	2
Aquitaine	1	1	-	-	-
Auvergne	1	1	-	-	-
Basse-Normandie	2	2	-	-	-
Bourgogne	1	-	-	1	-
Bretagne	7	2	4	-	1
Centre	1 ¹³	-	-	-	-
Champagne-Ardenne	1	1	-	-	-
Corse	-	-	-	-	-
Franche-Comté	3	2	-	1	-
Guadeloupe	-	-	-	-	-
Guyane	-	-	-	-	-
Haute-Normandie	2	1	-	1	-
Île-de-France	17	-	3	12	2
La Réunion	-	-	-	-	2
Languedoc-Roussillon	6	4	-	-	2
Limousin	3	2	-	1	-
Lorraine	-	-	-	-	-
Martinique	1	-	1	-	-
Midi-Pyrénées	3	1	-	-	1
Nord-Pas-de-Calais	10	3	2	3	2
Pays de la Loire	4	2	-	2	-
Picardie	7	7	-	-	-
Poitou-Charentes	2	-	-	-	2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8	5	-	2	1
Rhône-Alpes	1	-	-	1	-
Non renseigné	4 ¹⁴	-	-	-	-
Total	87	34	10	24	15

Les principales zones sont : l'Île-de-France, le Nord - Pas de Calais et la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur qui sont des zones assez urbaines.

On notera le peu d'offres identifiées en Rhône-Alpes ou en Alsace (malgré des collectivités importantes dans le champ de la coopération). Ceci peut sans doute s'expliquer par un mode de diffusion plus interne (site Internet)...

Aucune offre « Relations internationales » n'a été mise en ligne par des collectivités dans six territoires régionaux :

- Centre
- Corse
- Guadeloupe
- Guyane
- Lorraine
- La Réunion

En Île-de-France, ce sont les villes qui ont davantage proposé des offres d'emploi.

¹³ Le recruteur n'est pas une collectivité, mais une association (CENTRAIDER).

¹⁴ 4 annonces ne sont pas « territorialisées » (2 de l'AFD, 1 du CIDR et 1 d'une commune dont le code postal n'est pas connu).

Tableau 6 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » selon le territoire régional et les institutions

	Par territoire régional	Europe				Coopération décentralisée			
		Conseil régional	Conseil général	Villes	EPCI	Conseil régional	Conseil général	Villes	EPCI
Alsace	2	-	-	-	2	-	-	-	-
Aquitaine	1	1	-	-	-	-	-	-	-
Auvergne	1	-	-	-	-	1	-	-	-
Basse-Normandie	1	1	-	-	-	-	-	-	-
Bourgogne	1	-	-	-	-	-	-	1	-
Bretagne	6	2	3	-	-	-	1	-	-
Centre	1 ¹⁵	-	-	-	-	-	-	-	-
Champagne-Ardenne	1	-	-	-	-	1	-	-	-
Corse	0	-	-	-	-	-	-	-	-
Franche-Comté	2	2	-	-	-	-	-	-	-
Guadeloupe	0	-	-	-	-	-	-	-	-
Guyane	0	-	-	-	-	-	-	-	-
Haute-Normandie	1	1	-	-	-	-	-	-	-
Île-de-France	6	-	1	-	-	-	2	3	-
La Réunion	0	-	-	-	-	-	-	-	-
Languedoc-Roussillon	4	4	-	-	-	-	-	-	-
Limousin	3	2	-	1	-	-	-	-	-
Lorraine	0	-	-	-	-	-	-	-	-
Martinique	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Midi-Pyrénées	2	1	-	-	1	-	-	-	-
Nord-Pas-de-Calais	10	1	2	-	1	2	-	3	1
Pays de la Loire	1	-	-	-	-	1	-	-	-
Picardie	4	3	-	-	-	1	-	-	-
Poitou-Charentes	2	-	-	-	2	-	-	-	-
Provence-Alpes-Côte d'Azur	7	5	-	1	1	-	-	-	-
Rhône-Alpes	1	-	-	-	-	-	-	1	-
Total	58	23	7	2	7	6	3	8	1

¹⁵ Le recruteur n'est pas une collectivité, mais une association (CENTRAIDER).

3. REPARTITION PAR CHAMP D'INTERVENTION

Tableau 7 : Répartition des offres d'emploi à plein temps « Europe – Coopération décentralisée »

Champ d'intervention	Europe			Coopération décentralisée	Total
	Coopération européenne	Veille communautaire	Gestion de fonds structurels		
Nombre d'offres d'emploi	21	8	10	19	58

Ainsi, au total, 58 offres d'emploi sur la période étudiée sont dans le domaine exclusif des « Relations internationales ». On distingue les offres qui concernent strictement l'Europe et celles qui évoquent les Relations internationales au sens large (Europe et le reste du monde confondus).

Les postes concernant exclusivement l'Europe sont au nombre de 39. On identifie trois catégories :

- 21 sur la coopération européenne¹⁶
- 8 sur la veille de l'actualité communautaire (et une activité de lobby)¹⁷
- 10 sur la gestion des fonds structurels¹⁸

Tableau 8 : Répartition des offres d'emploi mixte selon le champ d'intervention

Champ d'intervention	Communication, vie associative, culture, "animation de la cité"	Economie	Finances	Autre spécialité	Total
Nombre d'offres d'emploi	16	9	1	3	29

On discerne trois types de postes mixtes:

- les postes de Directeurs ou de DGA qui dirigent plusieurs services dont celui de Relations internationales.
- les postes qui comportent plusieurs missions (partagées à temps égal ou pas sur le temps de travail) ; par exemple, le poste de chargé de mission relations internationales et de développement de la vie associative à Colombes. Les principaux champs d'intervention pour ce type de poste sont :
 - la vie associative
 - la communication
 - la culture
 - l'animation de la cité : démocratie participative, fêtes et cérémonies
 - le développement économique
- les postes dont la mission sur l'international est ponctuelle. Par exemple, le poste de chargé de mission Eau/Climat (Mairie de Montreuil) évoque la possibilité d'intervention de l'ingénieur territorial dans le cadre de missions de coopération décentralisée en rapport avec sa fonction principale.

¹⁶ Autrement dit, la gestion de programmes européens de coopération, type INTERREG IV A, B et C, LEADER, ...

¹⁷ Veille législative et sur les nouveaux programmes européens et appels à projets, souvent doublée d'un travail de lobby pour les postes à Bruxelles.

¹⁸ Ceci concerne les postes qui gèrent les fonds structurels type FEDER, FSE, ...

ANALYSE DU CONTENU DES OFFRES D'EMPLOI

1. CARACTERISTIQUES DU POSTE

a. Catégorie

Une analyse des offres peut aussi être réalisée en fonction des catégories pour lesquelles les postes sont proposés :

Tableau 9 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe - Coopération décentralisée » selon la catégorie

Catégorie A +	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Non renseigné	Total
4	46	3	1	4 ¹⁹	58

Tableau 10 : Répartition des offres d'emploi mixte selon la catégorie

Catégorie A +	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Non renseigné	Total
2	19	2	1	6 ²⁰	30 ²¹

b. Statut

Tableau 11 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » selon le statut

Exclusivement titulaire	Titulaire, à défaut contractuel	Titulaire ou contractuel	Contractuel	Non renseigné	Autre	Total
3	5	7	4	37	2 ²²	58

Peu d'annonces évoquent la voie de recrutement. On observe un équilibre entre les annonces destinées aux fonctionnaires seuls et celles qui proposent d'embaucher soit un titulaire soit un contractuel.

Tableau 12 : Répartition des offres d'emploi mixte selon le statut

Exclusivement titulaire	Titulaire, à défaut contractuel	Titulaire ou contractuel	Contractuel	Non renseigné	Autre	Total
2	1	1	1	21	3 ²³	29

¹⁹ Parmi les quatre offres non renseignées sur cette question, on peut supposer que trois d'entre elles relèvent de la catégorie A (selon l'appellation du poste « Chef de service à l'international et à l'économie », « Secrétaire général du Groupement Européen de Coopération Territoriale », « Chargé de mission appui aux projets de coopération internationale des collectivités »). Le poste de « Coordinateur/Responsable technique (Sénégal) » est un contrat qui relève du droit local sénégalais, on ne peut donc le classer selon une catégorie.

²⁰ Parmi les six offres « non renseignées », deux sont issues du site de l'AFD, 1 provient du Centre International de Recherche et de Développement. On peut supposer que les trois autres offres peuvent être classées catégorie A selon leur appellation « Chargé de mission communication », « Chargé de mission Eau/Climat », « Directeur du Développement et de l'International ».

²¹ Une offre présente la possibilité de recruter soit un cadre catégorie A ou A+.

²² Cette donnée correspond au poste de « Coordinateur/Antenne technique (Sénégal) » dont le contrat relève du droit sénégalais local et au poste ouvert par l'association Centraider.

²³ Deux issues de l'AFD et une du CIDR.

c. Position dans la hiérarchie

Tableau 13 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe - Coopération décentralisée » selon la position dans la hiérarchie

Assistant Gestionnaire Rédacteur	Chargé de mission Conseiller Agent	Chef de service	Directeur	Non renseigné	Total
3	47	3	4	1	58

Tableau 14 : Répartition des offres d'emploi mixte selon la position dans la hiérarchie

Assistant Gestionnaire Rédacteur	Chargé de mission Conseiller Agent	Chef de service	Directeur	Non renseigné	Total
2	17	0	10	0	29

On remarque la présence de davantage de fonction de « Directeur » dans les offres d'emploi mixte. Ceci s'explique par le fait que les DGS, DGA et Directeurs de service ou pôle dans une collectivité territoriale ont la responsabilité de plusieurs champs d'intervention ou domaines d'activité. Dans les offres recensées, pas moins de quatre « Directeurs de la Communication » ont été identifiés. De même, trois postes de « Directeur du Développement économique et de l'International » ont été trouvés.

d. Direction de rattachement

Tableau 15 : Répartition des offres d'emploi plein temps « Europe – Coopération décentralisée » selon la direction de rattachement

Direction de rattachement	Nombre d'offres
Cabinet	1
Direction Générale des Services	4
Direction Générale Adjointe	6
Relations internationales Europe	14
Communication	1
Développement économique et aménagement du territoire	2
Culture Vie associative « Animation de la cité »	0
Autre	3
Non renseigné	27
Total	58

Quatorze postes sont directement rattachés à la Direction « Europe – Relations internationales ». Six dépendent d'une Direction Générale Adjointe :

- 3 offres liées à la DGA aux relations Internationales et Affaires Européennes
- 1 auprès de la DGA Pôle Animation
- 1 sous l'autorité de la DGA « fonctionnement de l'institution »

- 1 sous l'autorité de la DGA de l'éducation, de la culture, du tourisme, de la jeunesse et des sports.

Tableau 16 : Répartition des offres d'emploi mixte selon la direction de rattachement

Direction de rattachement	Nombre d'offres
Cabinet	0
Direction Générale des Services	2
Direction Générale Adjointe	0
Relations internationales Europe	0
Communication	4
Développement économique et aménagement du territoire	6
Culture Vie associative "Animation de la cité"	5
Autre	4 ²⁴
Non renseigné	8
Total	29

e. Délai entre mise en ligne de l'offre et date de limite de candidature

Vingt-huit offres d'emploi à temps plein sur les Relations internationales présentent à la fois la date de mise en ligne et la date limite de candidature.

Tableau 17 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » selon le délai entre la date de publication et la date limite de candidature

Moins de 10 jours	Entre 10 et 20 jours	Plus d'un mois
2	20	6

Treize offres d'emploi mixte dans le domaine des Relations internationales donnent comme information à la fois la date de mise en ligne et celle de limite de candidature.

Tableau 18 : Répartition des offres d'emploi mixte selon le délai entre la date de publication et la date limite de candidature

Moins de 10 jours	Entre 10 et 20 jours	Plus d'un mois
1	9	3

f. Délai entre date limite de candidature et prise de fonction

Seulement quatorze offres signalent la date limite de candidature et la date de prise de fonction pour les emplois à plein temps sur les Relations internationales.

²⁴ Deux offres ont été publiées par l'AFD, une par le CIDR et le quatrième poste est rattaché à la Direction du Conservatoire (à noter que c'est l'unique offre de la filière culturelle – toutes les autres font partie de la filière administrative).

Tableau 19 : Répartition des offres d'emploi plein temps « Europe – Coopération décentralisée » selon le laps de temps entre la date limite de candidature et la date de prise de fonction

Immédiatement	Moins d'un mois	Entre un et deux mois	Plus de deux mois
4	5	4	2

Neuf sont concernés pour les annonces des emplois mixtes sur les Relations internationales.

Tableau 20 : Répartition des offres d'emploi mixte selon le laps de temps entre la date limite de candidature et la date de prise de fonction

Immédiatement	Moins d'un mois	Entre un et deux mois	Plus de deux mois
5	0	2	2

2. DESCRIPTIF DU POSTE

a. Les missions

Sept catégories de mission ont été établies à la lecture des 58 offres temps plein « Europe – Coopération décentralisée » :

- *Définition et mise en œuvre des projets de la collectivité en matière de relations internationales :*
Les offres dont les missions relèvent en partie de la mise en œuvre de la politique internationale de la collectivité sont celles qui proposent le suivi des projets que la collectivité mène avec un partenaire étranger, de la réflexion à l'évaluation du projet en passant par sa mise en œuvre.
Souvent, il s'agit aussi de gérer financièrement le projet, de suivre les demandes de subventions et de répondre aux appels à projets de bailleurs de fonds. Dans cette catégorie sont également classées les offres dont la mission principale est la gestion de la subvention globale.
- *Accompagnement des porteurs de projets :*
La deuxième catégorie, appui aux porteurs de projets, cible les offres dont une des missions est d'accompagner les associations de solidarité internationale et les services de la collectivité à monter leur projet (montage technique et financier), à remplir les dossiers de demande de subventions (souvent européennes).
- *Participation à et/ou animation de réseau (européen, associatif, ...) :*
La participation et/ou l'animation de réseau est souvent une mission mal détaillée dans les offres : elle concerne essentiellement la participation à des réseaux européens avec des échanges de bonnes pratiques et d'expériences. Les offres font aussi parfois référence à l'animation du réseau associatif du territoire.
- *Communication et promotion de la politique internationale ;:*
La catégorie « Communication et promotion de la politique internationale » comprend toutes les actions menées pour la mise en place d'une stratégie de communication institutionnelle : entretien de la page Internet, organisation d'événements, communication auprès des partenaires, accueil de délégations étrangères. Dans cette catégorie sont aussi regroupées les fonctions de représentation auprès de l'Union Européenne ou des partenaires ainsi que l'action de lobby.
- *Veille et information sectorielle :*
« Veille et information sectorielle » concerne essentiellement la recherche d'informations stratégiques (politiques, programmes, législation, appels à projet) sur l'Europe pour organiser des dispositifs de recueil et de diffusion d'informations auprès des services et des associations par exemple.
- *Mobilité des jeunes :*
Cette catégorie concerne les activités de promotion de la mobilité des jeunes et de gestion de programmes souhaitant la soutenir.
- *Sensibilisation :*
Enfin, les actions de « sensibilisation », peu évoquées dans les missions énumérées dans les offres recensées, ont pour objectif de former la population et les services de la collectivité à la citoyenneté européenne, à l'ouverture au monde.

Tableau 21 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » selon les missions du poste

Missions	Nombre d'offres
Définition et mise en œuvre des projets de la collectivité en matière de relations internationales	48
Communication et promotion de la politique internationale	22
Veille et information sectorielle	18
Accompagnement des porteurs de projets	16
Participation et/ou animation de réseau (européen, associatif, ...)	13
Mobilité des jeunes	4
Sensibilisation	4
Non renseigné	1

b. Postes à l'étranger

Au cours de la période étudiée, six annonces dont le lieu de travail est à l'étranger, ont été identifiées. Les six sont proposées par des Conseils régionaux :

- Languedoc-Roussillon (2 offres)
- Nord – Pas de Calais
- Pays de la Loire
- Provence Alpes Côte d'Azur
- Picardie

Quatre offres sont situées à Bruxelles (Représentation permanente des Régions), les deux autres en Afrique francophone (Sénégal et Burundi).

- Les missions des postes à Bruxelles sont essentiellement des activités de veille, de lobby et développement d'actions de coopération avec d'autres régions européennes.
- Au Sénégal, l'offre concerne un poste de coordinateur/responsable d'antenne technique dont la mission est d'appuyer le processus de maîtrise d'ouvrage et la mise en œuvre technique des projets ; et d'explicitier auprès des partenaires la politique et les dispositifs de coopération de la Région Nord – Pas de Calais.
- Le poste à Bujumbura prévoit des missions de coordination du programme de coopération, de représentation de la Région Pays de la Loire dans le pays, la collaboration avec l'Ambassade de France sur place, ...

A noter que les fonctions de cinq des six postes sont soit « Responsable » soit « Directeur ».

Remarquons également que parmi les offres d'emploi seules deux présentent des missions avec un pays précis.

C'est le cas tout d'abord du poste de chargé de mission « responsable du programme Brésil et du développement durable » au Conseil régional du Nord – Pas de Calais, dont la mission principale était

d'assurer le montage et le suivi de projets et de programmes dans le cadre du partenariat avec l'état du Minas Gerais au Brésil. Le deuxième poste est celui de Secrétaire général pour le Groupement Européen de Coopération territoriale entre la Communauté urbaine de Strasbourg et la collectivité allemande voisine.

3. PROFIL DU CANDIDAT

Sur 87 offres d'emploi, 13 n'ont aucune description du profil du candidat souhaité.

a. Diplôme

Sur 87 offres d'emploi, 51 précisent que le candidat doit avoir suivi une formation supérieure soit près de 60 % des offres totales : 33 sur 58 pour les annonces à temps plein sur « Europe – Coopération décentralisée » et 18 sur 29 pour les offres mixtes.

Cependant, cette information n'est pas systématiquement communiquée dans la mesure où l'obtention d'un diplôme au minimum Bac +3 est une condition *sine qua non* pour passer le concours d'attaché territorial.

Tableau 22 : Répartition des offres d'emploi plein temps « Europe – Coopération décentralisée » selon le niveau d'études demandé

Formation supérieure demandée	dont minimum Bac +2	dont minimum Bac +3	dont minimum Bac + 4	dont minimum Bac +5	dont nombre d'années d'études supérieures non précisé	Non renseigné	Total
33	2	1	11	10	9	25	58

Tableau 23 : Répartition des offres d'emploi mixte selon le niveau d'études demandé

Formation supérieure demandée	dont minimum Bac +2	dont minimum Bac +3	dont minimum Bac + 4	dont minimum Bac +5	dont nombre d'années d'études supérieures non précisé	Non renseigné	Total
18	1	3	2	5	7	11	29

Tableau 24 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » selon la discipline du diplôme

Relations internationales et européennes Sciences politiques	Développement local Aménagement du territoire	Economie - Ecoles de commerce	Autres ²⁵	Non renseigné	Total
16	1	0	1	15	33

Tableau 25 : Répartition des offres d'emploi mixte selon la discipline du diplôme

Relations internationales et européennes Sciences politiques	Développement local Aménagement du territoire	Economie - Ecoles de commerce	Autres ²⁶	Non renseigné	Total
0	4	4	3	7	18

b. Compétences et expériences

Sur les 87 offres recensées, 70 décrivent les compétences et/ou expériences souhaitées par la collectivité qui recrute.

²⁵ Formation en gestion financière demandée.

²⁶ Etudes de communication ou de gestion des collectivités territoriales.

Tableau 26 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » selon les compétences et les expériences souhaitées

Gestion de projets	31
Fonctionnement des institutions européennes	28
Fonctionnement des collectivités territoriales françaises	19
Connaissances sur l'aide publique au développement, la coopération décentralisée	10
Animation de réseau	9
Développement local	4
Fonctionnement des associations	4
Accompagnement porteur de projets et formation	4
Mobilité des jeunes	1
Autres	3
Total des offres renseignées	49
Non renseigné	9

Tableau 27 : Répartition des offres d'emploi mixte selon les compétences et les expériences souhaitées

Gestion de projets	7
Connaissances du fonctionnement des institutions européennes	12
Connaissances du fonctionnement des collectivités territoriales françaises	1
Connaissances sur l'aide publique au développement, la coopération décentralisée	1
Animation de réseau	3
Développement local	3
Connaissances des associations	3
Accompagnement porteur de projets et formation	1
Mobilité des jeunes	0
Autres	15
Total des offres renseignées	21
Non renseigné	8

c. Expériences à l'étranger

Sur 87 offres, 6 recruteurs souhaitent que le candidat ait une expérience à l'étranger mais ne précisent pas dans quelle zone géographique (à l'exception d'une offre spécifique sur le Brésil qui

exige une expérience en Amérique latine). Trois offres à temps plein dans le domaine « Europe – Coopération décentralisée » sont concernées, les trois autres sont des offres d'emploi mixte.

d. Ancienneté

Sur 87 offres d'emploi, 51 renseignent effectivement sur les années d'expérience exigées et 36 ne communiquent aucun détail sur l'ancienneté.

Parmi les 51 qui exigent une expérience, 41 ne précisent pas la durée souhaitée.

Tableau 28 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » selon la durée d'ancienneté exigée

Pas de description de profil de poste	Expériences demandées	dont sans précision de durée d'ancienneté	dont débutant	dont 1 à 2 ans	dont 3 à 5 ans	dont plus de 5 ans	Non renseigné
7	35	29	0	0	3	3	23

Tableau 29 : Répartition des offres d'emploi mixte selon la durée d'ancienneté exigée

Pas de description de profil de poste	Expériences demandées	dont sans précision de durée d'ancienneté	dont débutant	dont 1 à 2 ans	dont 3 à 5 ans	dont plus de 5 ans	Non renseigné
6	16	12	0	0	2	2	13

Parfois, la description de l'expérience souhaitée permet d'estimer l'ancienneté souhaitée : « Une expérience avérée », « Expérience significative en matière de », « Expérience confirmée... », « Capacité éprouvée de... », « Première expérience professionnelle... », « Expériences indispensables de... », « Expérience appréciée dans... ».

e. Langues étrangères

Sur 87 annonces, 43 apportent des précisions sur la maîtrise de langues étrangères et 44 ne communiquent aucune information sur ce paramètre.

Le niveau de langue exigé est variable selon les offres. Cependant, globalement, l'anglais courant (écrit, lu, parlé) ou « opérationnel » est très fréquemment exigé ; quant au niveau de maîtrise de la seconde langue étrangère, l'expression « bonne maîtrise » apparaît dans de nombreuses offres.

Tableau 30 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » selon le nombre de langues étrangères exigées

Une seule langue	Deux langues	Plus de 2 langues	Non renseigné	Total
11	19	4	24	58

Pour les offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée », 34 collectivités ont renseigné le critère « Langues étrangères » tandis que 24 ne l'ont pas rempli.

- Sur les 11 offres dont la maîtrise d'une langue étrangère est exigée, pour 9, la langue étrangère est l'anglais et une offre exige de parler couramment portugais. Une autre précise : « pratique du Wolof appréciée ».
- Sur les 19 offres dont la maîtrise de deux langues étrangères est souhaitable, 2 offres demandent la maîtrise de l'anglais et de l'allemand, 2 de l'anglais et l'espagnol et 15 ne précisent pas quelle doit être la seconde langue (la première étant l'anglais).
- Parmi les 4 offres qui demandent la maîtrise de plusieurs langues, la première exige l'anglais, l'espagnol et l'allemand ; la seconde l'anglais, l'espagnol et le portugais ; la troisième l'anglais

et l'allemand, « le polonais et l'arabe serait un plus », et la quatrième ne précise pas les langues demandées.

Tableau 31 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » avec 2 langues étrangères selon le critère d'exigence pour la deuxième langue étrangère

Impératif	Souhaité	Apprécié	Total
5	6	8	19

Tableau 32 : Répartition des offres d'emploi mixte selon le nombre de langues étrangères exigées

Une seule langue	Deux langues	Plus de 2 langues	Non renseigné	Total
6	3	0	20	29

Pour les offres d'emploi mixte, 9 renseignent le critère langue étrangère. 20 n'indiquent rien.

Sur les 6 offres dont la maîtrise d'une langue étrangère est exigée, la langue étrangère est l'anglais.

Sur les 3 offres dont la maîtrise de deux langues étrangères est souhaitable, l'une demande l'anglais et l'allemand, la deuxième l'allemand et l'italien et la troisième ne précise quelle langue associer à l'anglais

Pour ces 3 offres, la mention « appréciée » était associée à l'expression « maîtrise d'une seconde langue ». Ceci signifie si le candidat possède ce critère, son dossier présente un avantage par rapport aux autres candidats sans seconde langue.

f. Capacités managériales

Parmi les 58 offres temps plein « Europe – Coopération décentralisée », 8 annonces précisent, dans la partie profil souhaité, que le candidat doit avoir des compétences/expériences managériales et d'encadrement.

Pour les 29 offres mixtes, seulement 2 annonces ont mentionné ce critère ce qui semble paradoxal du fait de la proportion relativement importante de Directeurs ou de Chefs de service dans cette catégorie d'emploi (10 sur les 29 offres).

g. Disponibilité (conditions d'exercice)

Sur 87 offres d'emploi, 24 (15 temps plein et 9 offres d'emploi mixte) indiquent que le candidat doit se montrer d'une grande disponibilité et être prêt à se déplacer fréquemment sur le territoire.

Parmi ces 24 annonces, 9 (6 temps plein et 3 offres d'emploi mixte) précisent que des déplacements pourront avoir lieu à l'étranger.

h. Outils bureautiques

Sur 87 offres d'emploi, 19 indiquent que le candidat doit maîtriser les outils bureautiques alors que 68 n'ont pas intégré ce critère. On peut peut-être expliquer ce dernier chiffre par le fait qu'il semble aujourd'hui évident de maîtriser les outils bureautiques dans un poste administratif.

Sur les 19, les outils bureautiques les plus cités sont Word, Excel, Power Point, ... Pour trois offres, on conditionne l'embauche à la maîtrise de PRESAGE²⁷ et dans une des offres, il est appréciable que le candidat maîtrise Astres²⁸ et Hélios²⁹.

²⁷ Logiciel de suivi et de gestion des programmes européens (FSE, FEDER et FEP) et des Contrats de projets État - Région (CPEP).

²⁸ Logiciel de gestion des services d'assistance.

²⁹ Editeur de code HTML pur.

CONCLUSION

Ainsi, sur la période étudiée, peu d'offres d'emploi à temps plein dans le champ d'activité « Europe – Coopération décentralisée » ont été publiées. En effet, on en décompte 58 qui sont concernées exclusivement par les Relations internationales. Toutefois, il n'en reste que 19 dès lors que l'on exclut les postes « Europe » (veille communautaire et lobby, gestion des fonds structurels, coopération européenne).

On peut dresser un profil type du candidat pour des postes à temps plein sur la Coopération décentralisée hors Europe.

Profil type du candidat

Compétences et expériences :

Montage et gestion de projets européens et internationaux ; connaissances approfondies du fonctionnement des collectivités territoriales et du milieu associatif ; maîtrise des enjeux de la coopération et de la solidarité internationale.

Niveau d'étude et discipline du diplôme :

Bac +5 en Relations internationales/Coopération internationale et développement, ou formation généraliste (économie, sciences politiques, droit, ...).

Statut :

Titulaire ou contractuel.

Expérience à l'étranger :

Peu mentionnée.

Ancienneté :

Variable selon les types de postes, première expérience souvent exigée, parfois plus de 3 ans d'ancienneté indispensable.

Langues étrangères :

Une très bonne maîtrise de l'anglais est fréquemment souhaitée, et la connaissance d'une seconde langue (langue rare pour certains postes) est parfois appréciée.

Degré de disponibilité :

Elevé, parfois à l'étranger.

Maîtrise des outils informatiques (Word, Excel) :

Fortement appréciée, voire indispensable.

Liste des tableaux

Tableau 1 : Nombre d'offres d'emploi recensées par mois sur la période étudiée (12 mois)	4
Tableau 2 : Répartition des offres selon la source	4
Tableau 3 : Répartition des offres par employeur	5
Tableau 4 : Nombre d'offres d'emploi selon le nombre d'habitants pour les villes.....	5
Tableau 5 : Répartition des offres d'emploi selon le territoire et les institutions	6
Tableau 6 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » selon le territoire régional et les institutions.....	7
Tableau 7 : Répartition des offres d'emploi à plein temps « Europe – Coopération décentralisée »	8
Tableau 8 : Répartition des offres d'emploi mixte selon le champ d'intervention.....	8
Tableau 9 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe - Coopération décentralisée » selon la catégorie	9
Tableau 10 : Répartition des offres d'emploi mixte selon la catégorie	9
Tableau 11 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » selon le statut.....	9
Tableau 12 : Répartition des offres d'emploi mixte selon le statut	9
Tableau 13 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe - Coopération décentralisée » selon la position dans la hiérarchie.....	10
Tableau 14 : Répartition des offres d'emploi mixte selon la position dans la hiérarchie	10
Tableau 15 : Répartition des offres d'emploi plein temps « Europe – Coopération décentralisée » selon la direction de rattachement.....	10
Tableau 16 : Répartition des offres d'emploi mixte selon la direction de rattachement	11
Tableau 17 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » selon le délai entre la date de publication et la date limite de candidature.....	11
Tableau 18 : Répartition des offres d'emploi mixte selon le délai entre la date de publication et la date limite de candidature.....	11
Tableau 19 : Répartition des offres d'emploi plein temps « Europe – Coopération décentralisée » selon le laps de temps entre la date limite de candidature et la date de prise de fonction.....	12
Tableau 20 : Répartition des offres d'emploi mixte selon le laps de temps entre la date limite de candidature et la date de prise de fonction	12
Tableau 21 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » selon les missions du poste.....	14
Tableau 22 : Répartition des offres d'emploi plein temps « Europe – Coopération décentralisée » selon le niveau d'études demandé	16
Tableau 23 : Répartition des offres d'emploi mixte selon le niveau d'études demandé.....	16
Tableau 24 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » selon la discipline du diplôme.....	16
Tableau 25 : Répartition des offres d'emploi mixte selon la discipline du diplôme	16
Tableau 26 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » selon les compétences et les expériences souhaitées.....	17
Tableau 27 : Répartition des offres d'emploi mixte selon les compétences et les expériences souhaitées	17
Tableau 28 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » selon la durée d'ancienneté exigée	18
Tableau 29 : Répartition des offres d'emploi mixte selon la durée d'ancienneté exigée.....	18
Tableau 30 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » selon le nombre de langues étrangères exigées.....	18
Tableau 31 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » avec 2 langues étrangères selon le critère d'exigence pour la deuxième langue étrangère	19
Tableau 32 : Répartition des offres d'emploi mixte selon le nombre de langues étrangères exigées ..	19